Mélenchon : Un programme antilibéral illusoire qui promet la lune sans toucher substantiellement à la propriété des capitalistes !

Deuxième épisode de notre critique du programme de la France insoumise

sur le chapitre « Protéger et Partager »

Cet article s'inscrit dans la série d'articles de critique spécifique du programme de la France Insoumise *de Jean-Luc Mélenchon. Cela fait suite au premier épisode du 1er février.*

Dans cette partie de notre critique, nous nous intéressons plus particulièrement au chapitre deux du programme de Mélenchon intitulé « Protéger et Partager » (http://tendanceclaire.org/contenu/autre/Programme-France-Insoumise-2017.pdf). C'est dans ce chapitre que le candidat nous présente ses principales mesures économiques. Mélenchon nous ressert le vieux programme antilibéral de « relance » et de « redistribution » qui a systématiquement échoué partout : en 1981 en France, en 2015 en Grèce, etc.

Bon nombre de ces mesures vont dans le sens de plus de partage, d'une meilleure redistribution, et donc sont des mesures progressistes. Cependant il est illusoire de croire et de faire croire qu'elles peuvent être mise en place simplement par le haut, par de simple lois gouvernementales. En effet, pour la plupart, ce sont des mesures handicapantes pour les capitalistes (abrogation de la loi travail, régularisation des travailleur-se-s sans papier, titularisation des précaires de la fonction publique, 6e semaine de congés payés, etc.), et il y aura donc une forte réaction de la classe dominante, sauf s'il existe une mobilisation de masse suffisante pour effrayer les dirigeants capitalistes. Par ailleurs, il n'y a pas de marge de manœuvre pour une politique de relance, et celle-ci ne peut pas faire de la « puissante France » un pays dans lequel le capitalisme se porte bien. Bien au contraire, cela accentuerait la crise et déboucherait très rapidement (encore plus vite qu'en 1981) sur une politique

d'austérité : cf. https://tendanceclaire.org/article.php?id=71.

À cela nous opposons des revendications claires et intransigeantes avec les capitalistes tout en ne nous faisant pas d'illusions : nous ne pourrons imposer ces revendications que grâce à la force de nos mobilisations, jusqu'à la rupture avec le capitalisme et son lot de pourritures dirigeantes dans les entreprises comme dans l'État.

Pour Mélenchon, l'État est neutre et il peut être mis au service de la population. En bon arbitre, il pourrait à la fois servir les exploité-e-s et les « bons » capitalistes, qui produiraient de façon écologique pour satisfaire les besoins sociaux. Or, l'État sert structurellement les intérêts des capitalistes, à l'opposé des nôtres. Pour imposer pleinement nos revendications, il faudra une immense mobilisation de notre classe qui fera émerger de nouvelles institutions sur les ruines des institutions de l'État capitaliste.

Voici les principales propositions de son programme économique :

- Une « révolution fiscale » pour redistribuer les richesses sans toucher aux rapports de production et à la propriété capitaliste.
- Mettre fin au pillage des actionnaires : comme si les actionnaires et les grands patrons n'étaient pas de la même classe… là encore, Mélenchon oppose actionnaires et salarié-e-s, alors que les travailleurs/ses s'opposent à l'ensemble de la classe dominante (actionnaires, PDG salariés, haut encadrement).
- Dé-financiarisation de l'économie, car les financiers « imposent la tyrannie du temps court sur le temps long de l'activité humaine ». Mais capital productif et le capital financier sont indissociables, et la financiarisation n'est pas une cause de la crise, mais une conséquence. En régulant davantage la finance, on ne sortirait pas de la crise et on ne mettrait pas fin à l'exploitation capitaliste ! La seule solution passe par la réappropriation des entreprises et des moyens de productions par les travailleurs et les travailleuses, pour décider de produire selon nos besoins, et non plus pour faire du profit.
- Augmenter massivement l'investissement public en utilisant notamment l'argent du pacte de responsabilité et du CICE.
- Encourager l'investissement en modulant la fiscalité sur les entreprises en fonction de l'utilisation des profits. Mélenchon nous fait croire que les capitalistes font la grève de l'investissement pour se gaver de dividendes, et qu'il suffirait ainsi d'une bonne fiscalité incitative pour que l'investissement reparte. C'est superficiel et faux. La part du profit qui est réinvestie ne baisse pas, et les capitalistes sont obligés d'investir pour rester compétitifs. La faiblesse de l'investissement, et donc de la croissance, est une conséquence de la crise de rentabilité du capitalisme.
- Augmenter les salaires, notamment en faisant passer en début de mandat le Smic à 1 300 € net contre 1 143 € en 2016 (toute augmentation de salaire est bonne !). Pour le reste, c'est le flou total, aucun engagement chiffré pour les fonctionnaires par exemple.
- Limiter l'écart de 1 à 20 entre les salaires les plus hauts et les salaires les plus bas

dans une entreprise, et interdire les parachutes dorés. Une mesure plus que juste, mais les riches ne vont pas accepter gentiment une telle mesure sans une pression des mobilisations de masses (qui elles peuvent faire vaciller le système).
- Créer un « pôle public bancaire » en concurrence avec les banques privées et qui devrait donc avoir les mêmes objectifs de rentabilité. Mitterrand était allé bien plus loin en nationalisant tout le secteur bancaire... et le mettre au service des capitalistes.
- « Contrôler et taxer les mouvements de capitaux » : pas question de fermer la bourse, de mettre fin à la libre convertibilité de la monnaie sur les marchés.
- Réguler la précarité et non y mettre fin puisque les entreprises privées ne devront simplement pas dépasser un quota maximum de contrats précaires. Une illustration supplémentaire de non remise en cause du capitalisme, et du projet d'en faire un qui se veut « gentil », mais toujours fondé sur l'exploitation.
- La durée de cotisation pour une retraite complète est fixée à 40 ans et le droit de retraite à 60 ans... Autrement dit, Mélenchon ne veut pas revenir aux 37,5 et donc il entérine les contre-réformes qui ont augmenté la durée de cotisation.
- Instaurer une 6ème semaine de congés payés et la majoration des heures supplémentaires. Par contre la réduction du temps de travail à 32 heurs est reléguée à un objectif, il veut tout d'abord appliquer réellement les 35 heures.
- Éradiquer la pauvreté : instaurer la gratuité de l'accès à l'eau, le gaz, l'électricité sans parler de nationalisation, où bien mieux, d'expropriation ? Quels sont les moyens mis en place pour de telles mesures ? En expropriant ces grands groupes capitaliste, et en les mettant sous contrôle des salarié-e-s, alors une telle mesure est envisageable !
- Interdire les « licenciements boursiers » sans qu'on sache ce que cela veut dire ; en fait les entreprises pourront continuer à licencier, l'État étant censé employer tous ceux qui ne trouvent pas d'emploi dans les entreprises capitalistes (« employeur en dernier ressort »), et s'il n'y arrive pas la continuité du dernier revenu serait garanti. Mais qui peut croire que le revenu serait garanti si il n'est pas relié à un travail reconnu ? Dans le cadre du capitalisme, l'État n'a tout simplement pas les moyens d'embaucher tous les chômeurs ou/et de leur fournit un revenu décent. Pour garantir un salaire à chacun, il faut revoir entièrement l'organisation de la production et mettre fin à la propriété privée des moyens de production.

D'une part, Mélenchon rogne sur les mesures d'urgences pour paraître « crédible ». D'autre part – et c'est le problème fondamental – même son programme allégé n'est pas crédible et est voué à l'échec. Taxer les profits pour financer les dépenses publiques ne fera qu'aggraver la crise du capitalisme et conduire inéluctablement à une austérité accrue, faute de s'attaquer à la propriété et au pouvoir capitalistes. Dans une période de crise structurelle du capitalisme, les marges de manœuvre pour une politique réformiste sont quasi-nulles, et le retournement se ferait encore plus vite qu'en 1981 où il existait quelques marges de manœuvre. Et ce n'est pas le « protectionnisme solidaire » (qui cherche à crédibiliser un tel programme de relance) qui permettra à Mélenchon d'appliquer son programme. Celui-ci vise à accepter les lois du marché, mais avec quelques aménagements, comme une augmentation des droits de douane

visant certains pays ou des mesures favorisant certaines entreprises pour les marchés publics. Au « protectionnisme solidaire » de Mélenchon, nous opposons le monopole étatique du commerce extérieur, c’est-à-dire le contrôle des échanges externes par les travailleurs/ses pour protéger la production nationale des lois de la concurrence capitaliste.

La différence fondamentale entre un programme anticapitaliste révolutionnaire et un programme antilibéral ne réside pas dans la plus ou moins grande radicalité des mesures d'urgence. Elle réside dans le fait que les anticapitalistes révolutionnaires articulent les mots d'ordre à la nécessité d'exproprier les capitalistes et de prendre le contrôle de l'économie. C'est pourquoi il faut que les travailleurs/ses prennent le pouvoir en construisant leurs propres institutions, pour former un gouvernement des travailleur/ses !

Gaston Lefranc;Lucas Battin, le 9 février 2017